

Suisse

## L'heure de généraliser les classes bilingues

***Alors que la décision de fermer les classes bilingues de Berne suscite un gros malaise dans les exécutifs de la ville et du canton, une motion réclame de les inclure dans l'offre de base de la scolarité obligatoire***

Michel Guillaume

3 min. de lecture

Résumé en 20 secondes

Ce résumé peut avoir été écrit avec l'assistance d'une IA générative. En savoir plus

La Direction de l'éducation de Berne annonce la fermeture de ses classes bilingues pour 2026, déclenchant une vive opposition politique et parentale.

Une motion au Grand Conseil bernois propose de généraliser les classes bilingues dans tout le canton, s'inspirant du succès du modèle biennois.

A Bienne, le programme bilingue accueille 480 élèves et fait face à une demande triple des places disponibles, démontrant sa viabilité.

L'émotion ne retombe pas après la décision de la Direction de l'éducation de la ville de Berne de fermer ses classes bilingues en été 2026. Cette semaine, l'affaire rebondit au Grand Conseil bernois, où le député Manuel C. Widmer (Liste libre verte) a déposé une motion demandant au canton de «prendre toutes les mesures législatives et financières pour que des classes bilingues puissent être proposées dans toutes les communes dans le cadre d'une offre de base». Pour autant bien sûr qu'elles le veuillent.

Devant le parlement bernois, la directrice des écoles, Ursina Anderegg, a eu beau tenter d'apaiser les esprits, le dégât d'image est considérable pour la capitale fédérale. Claudine Esseiva (PLR, Berne), mère d'un enfant fréquentant cette filière, ne décolère pas. «Cette décision est une déclaration de faillite pour une ville qui se targue d'ériger des ponts entre les cultures et les langues», tranche-t-elle.

Comment sauver les meubles désormais? Ce sera très difficile, car Ursina Anderegg a martelé que sa décision était «définitive». Dans sa motion, le président de la conférence régionale de l'association professionnelle Formation Berne, Manuel C. Widmer, veut élargir l'horizon et trouver une solution pour tout le canton. Il raconte qu'il a été sensible au désespoir de la douzaine d'enseignantes et enseignants, notamment les Romands qui étaient venus s'établir à Berne pour vivre cette expérience et qui perdront leur emploi.

Pour appuyer sa démarche, le motionnaire cite les objectifs stratégiques du gouvernement tels que définis dans sa «Vision 2030». Parmi ceux-ci figure le bilinguisme dont il s'agit «d'exploiter le potentiel», par exemple «en soutenant des projets dans le cadre de la formation». Les classes bilingues y sont citées comme un «projet à succès». «Si Berne veut se profiler en canton bilingue à l'avenir, alors il doit proposer une offre de classes bilingues dans le cadre de la scolarité obligatoire, et non plus seulement en tant que projet pilote», explique Manuel C. Widmer.

### «Attaque contre la minorité romande»

Sa motion trouvera-t-elle une majorité? C'est encore difficile à dire au sein du Grand Conseil. Pauline Pauli (PLR/Nidau) a signé la motion. «La décision de la ville est une attaque contre la minorité romande de Berne», se désole cette maman de deux enfants en bas âge et dont le grand souhait est qu'ils deviennent bilingues. «Quel dommage que Berne et Bienne, où l'expérience donne toute satisfaction, n'aient pas échangé davantage», regrette-t-elle.

A Bienne effectivement, l'expérience de la filière bilingue (Fibi) suivie par 340 élèves en primaire et 140 en secondaire, fait désormais l'objet d'un large consensus. Menée depuis 2010 déjà, elle est suivie scientifiquement, aussi bien par le canton que par ses instances pédagogiques. «Les problèmes peuvent être résolus, c'est une question de volonté politique», insiste la directrice des écoles, Anna Tanner. Chaque année, la demande des parents est énorme: 140 requêtes pour 42 places disponibles seulement.

A Berne, son homologue Ursina Anderegg a notamment invoqué l'incompatibilité des plans d'étude (le PER des Romands et le Lehrplan 21 des Alémaniques) et la pénurie d'enseignants pour abrégier l'expérience. Deux écueils qui ont été surmontés à Bienne. «Sur les plans d'étude, nous avons trouvé un compromis validé par le canton. Quant à la pénurie d'enseignants, elle est moins forte dans la filière bilingue que pour les classes monolingues car les deux hautes écoles pédagogiques du canton ont créé une filière spécifique pour l'enseignement bilingue», témoigne Anna Tanner.

### «Un dilemme à thématiser»

Enseignant se déclarant «avocat des immigrés», Alain Pichard (PVL/Bienne) est l'une des voix les plus critiques quant aux classes bilingues, même s'il se défend d'en être un détracteur. «Il faut faire attention à bien fixer les priorités dans les objectifs de l'école, à laquelle on ne peut pas imposer sans cesse de nouvelles tâches», argumente-t-il. «La catastrophe actuelle, c'est que selon l'étude PISA, quelque 25% des élèves quittent leur scolarité obligatoire en étant plus ou moins illettrés, soit incapables de comprendre un texte ou de remplir un formulaire administratif. C'est ici qu'il faut d'abord améliorer les choses», souligne-t-il. Pour lui, les classes bilingues représentent dès lors «un dilemme qu'il faut thématiser». «C'est un projet qui s'adresse d'abord aux enfants d'une classe moyenne plus ou moins privilégiée», affirme-t-il sans ambages.

Contactée par Le Temps, la directrice cantonale de l'Instruction publique, Christine Häslar, dit «regretter» la décision bernoise tout en se refusant à la commenter plus avant. Au sein des deux exécutifs, celui de la ville comme celui du canton, cet abandon des classes bilingues suscite un immense malaise que personne ne veut franchement exprimer. «Cette décision a été prise de manière autonome par une poignée de personnes au sein d'un groupe de pilotage qui n'a consulté personne, ni les parents ni les enseignants», remarque Béatrice Wertli (Le Centre/Berne). «Ursina Anderegg n'a cherché qu'à trouver une porte de sortie pour abrégier l'expérience au lieu d'axer ses efforts sur une solution constructive, ajoute-t-elle. Mais il ne faut surtout pas

---

abandonner, car le bilinguisme fait partie du patrimoine culturel  
et économique de la ville.»